



Objet **[INTERNET] ENQUÊTE PUBLIQUE
ENVIRONNEMENTALE (n°ICPE-2022-06) -
RENOUVELLEMENT ET EXTENSION CARRIERE
VICAT A MONTAGNOLE (73)**

De [REDACTED]

À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>

Date 03/11/2022 08:58

Monsieur le commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique environnementale, et en tant que résident (avec mes enfants et mon mari) du quartier de La Grobelle jouxtant la carrière, je m'oppose au projet de la société VICAT de remise en exploitation et extension de la carrière de Montagnole.

En effet, ce projet occasionnerait les problèmes suivants :

- destruction de biodiversité et mise en péril d'écosystèmes riches et diversifiés.
- contribution au dérèglement climatique.
- perturbation du schéma hydrique du secteur.

Mais aussi les nuisances suivantes :

- émissions de poussières et détérioration de la qualité de l'air à proximité du site.
- pollution des sols et de l'eau.
- augmentation des nuisances sonores.
- risque de détérioration de nos habitations par propagation des vibrations (dans le sol et dans l'air).
- risque accru d'accident de la route face à l'augmentation de la circulation des camions.
- etc

Nous nous étonnons également que projet de VICAT soit très flou et n'apporte que peu (voire pas) de garantie:

- pas de conditionnement de l'augmentation de l'activité à la remise en route du convoyeur mais seulement un projet de remise en route assez flou.
- pas de garantie quant à l'augmentation du trafic de camions.
- pas de limitation du nombre et de la puissance des tirs de mines.
- peu de solution quant à la poussière et au bruit.
- des solutions de remise en l'état du site sans réelle garantie quant à la pollution du site.
- aucune garantie quant à la dégradation certaine de l'habitat des riverains et des éventuels détérioration de nos maisons (constat d'huissier avant extension? dédommagement en cas de dégradation? dédommagement liés aux nuisance?)
- etc.

Nous nous demandons également à juste titre si une telle demande de la part la société VICAT n'est pas exagérée tant sur la durée (quels seront les besoins d'ici 10 à 15 ans) qu'en volume: une limitation des volumes d'exploitation et de la durée nous semble indispensable.

Sans un encadrement plus stricte, plus claire, et pourvu de controles indépendants (régulier, fréquent, permanent et inviolable), le risque nous semble bien trop important face aux enjeux.

Vous remerciant de l'attention portée à nos remarques,

Bien cordialement,

[REDACTED]